L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses N°180 du Jeudi 22 Décembre 2022

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail:lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Musique

La rumba, danse populaire, doit-elle devenir danse de salon huppé, après son succès à l'Unesco?

(P.10)

Coupe du monde Qatar 2022

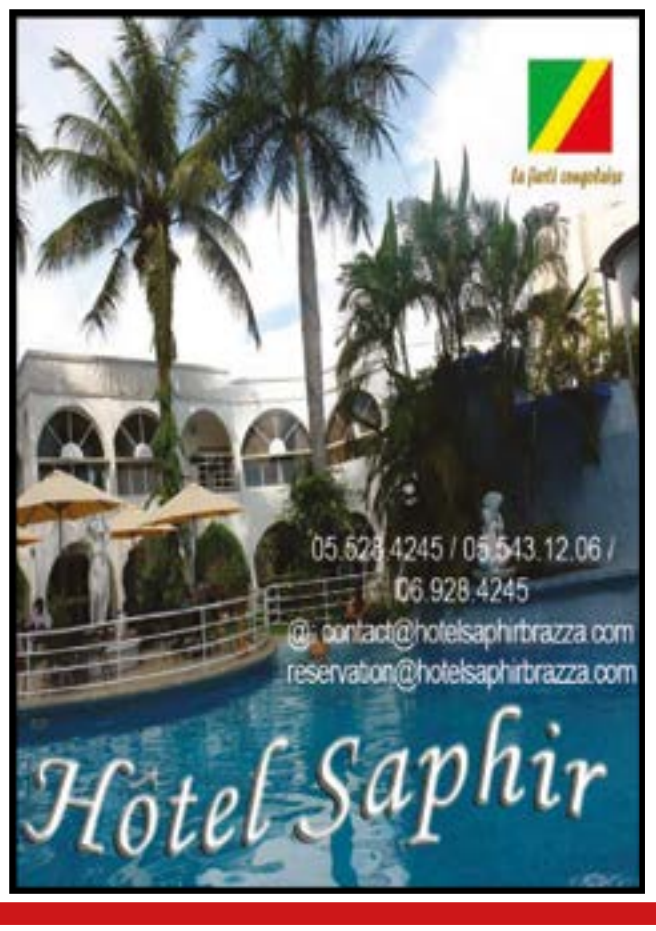
L'Argentine championne du monde !

Lionel Messi, champion du monde. (P.11)

Professeur Roger Richard Bileckot, inspecteur général de la santé

«Les réformes dans l'enseignement paramédical sont irréversibles»

(P.8)



Deuxième sommet Etats-Unis Afrique

Macky Sall et Joe Biden ont resserré la coopération afro-américaine !

(P.3)

Chrysoula Zacharopolou, secrétaire d'Etat française chargée du développement, de la Francophonie et des partenariats internationaux en visite de travail à Brazzaville

«La France est aux côtés du Congo pour accompagner et soutenir vos projets et vos priorités»

(P.3)

Ministère du commerce, des approvisionnements et de la consommation

Blocage des prix de certains produits pendant douze mois, à partir du 15 décembre

Il a été décidé que les prix des produits alimentaires de base, des intrants agro-pastoraux et halieutiques et du matériel agricole sont bloqués. (P.3)

Pascal Tsaty Mabiala, premier secrétaire de l'U.pa.d.s, chef de l'opposition politique

«Le développement et le bien-être ne connaissent ni les partis politiques, ni la rivalité opposition/majorité»

(P.4)

«Entre deux mondes», un livre témoignage du Dr Jacques Batchy

«Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un nègre d'être libre»

Ophtalmologue à Franconville, en banlieue parisienne (France) où il avait son cabinet médical, le Dr Jacques Batchy nous a quittés le 4 septembre 2022, à l'âge de 81 ans. «Entre deux mondes» est le livre autobiographique qu'il a légué à la postérité. Plein de symboles d'une part et d'allusions politiques de l'autre, ce livre, d'un volume de 133 pages, publié par les Editions 7, le 1er juillet 2014, continuera à faire parler de lui encore pendant longtemps. S'inspirant de son expérience de vie, l'auteur, empruntant une parole de Jésus dans la bible, y affirme qu'*«il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un nègre d'être libre»*. Comment?

Dr Jacques Batchy.

A la quatrième de couverture, le Dr Jacques Batchy avait pris soin d'aviser les lecteurs: *«J'espère que les lecteurs de cet ouvrage ne se blesseront pas de mes propos. Même un peu crus, ils veulent surtout montrer à quel point les deux civilisations auxquelles je suis si intimement lié auraient avantage à mieux s'imprégner l'une de l'autre»*.
C'est de l'Afrique (Congo) où il est né, en septembre 1941, et de l'Europe (France) où il s'est installé jusqu'aux derniers jours de sa vie qu'il s'agit.
Divisé en 11 chapitres, dans une écriture simple permettant de vite et bien saisir son récit, le livre du Docteur Jacques Batchy, comme le signifie le premier chapitre, *«une jeunesse de souffrance»,* est un témoignage éloquent de l'itinéraire d'un Africain ordinaire qui est contraint de quitter son pays pour s'établir en Europe. *«Dans ce livre, j'ai voulu présenter ce qu'a été ma vie, mais pas seulement. En effet, si mon existence n'a rien comporté d'extraordinaire, sans être présomptueux, je pense tout de même avoir connu quelques événements complexes et vécu des situations tendues, dont la relation peut s'avérer intéressante»*, écrit-il. Ce qui peut être la même chose pour chaque être humain sur cette terre.
Plus loin, il poursuit: *«Ce livre est, certes, un recueil de mémoires signés par un certain Jacques Batchy. Mais, il vise à exprimer bien d'autres choses. On suivra aussi un médecin qui, un jour, a trop libéré ses opinions. On partagera également quelques combats d'un nègre parfois désarmé face à une ségrégation raciale rarement directe, plus souvent biaisée et sournoise, hypocrite. On verra surtout un émigré fréquemment dérouté, «le cul entre deux chaises», devenu étranger aux pratiques coutumières africaines, mais qui reste pourtant imprégné de fidélité et de respect envers ses ancêtres»*.
Dr Batchy était respectueux des us et coutumes de la communauté dont il est issu. A chaque arrivée à Pointe-Noire, sa ville natale, il se rendait aux cimetières pour saluer ses défunts parents. Ce geste était aussi fait avant son retour en France. Quel attachement pour une personne qui venait d'avoir une autre vie, celle de *«mundelé»!*
L'auteur n'a jamais oublié son environnement social d'origine: *«Ces années d'études acharnées, pour arriver jusqu'au bac, sans aucun soutien dans une famille trop pauvre pour peser sur les rouages administratifs, m'ont forgé le caractère. Avoir connu aussi une enfance familialement ballottée m'a conforté dans l'idée, d'ailleurs inculquée par mon père, qu'il fallait se battre pour s'en sortir. Tout cela a contribué à faire de moi un Bakl'mpanda, comme on dit en pays vili: un battant, un homme combatif, intrépide, voire téméraire»*.
Dans ses souvenirs, Bakl'mpanda, on l'appelle ainsi, n'a pas oublié François Tchichellé Tchivella, *«avec qui j'allais partager l'aventure de cette formation lointaine»,* qui *«était un ami de toujours. Nous avions été à l'école ensemble, depuis le cours préparatoire. Dans la suite de nos vies, il est resté, pour moi, comme un frère. Il a fait une carrière de pédiatre au Congo, puis a été ministre du Président Lissouba, en charge du tourisme et de l'environnement»*.
Les difficultés, voilà ce qui a caractérisé son parcours: *«Mon sort allait être traité au plus haut niveau, puisqu'il serait arbitré par celui dont tout dépendait désormais au Congo depuis 1968: le Président de la République, Marien Ngouabi. Il se trouvait que je le connaissais bien. Il était, en effet, militaire. Nous nous étions rencontrés à Paris, pendant nos études, en 1961. C'était à l'occasion de la première visite à Paris du Président Fulbert Youlou: tous les élèves-officiers congolais avaient été convoqués pour la circonstance. Marien avait trois ans de plus que moi, il était élève à l'Ecole interarmes de Saint-Cyr. Nous nous étions liés d'amitié. Nous fréquentions aussi Joachim Yhombi-Opango, qui fut pendant deux ans le successeur de Marien à la Présidence, après son assassinat. Me fondant sur cette ancienne amitié, je pus obtenir un bref rendez-vous avec Denis Sassou-Nguesso, entre deux portes, au salon des V.i.p, à l'Aéroport de Roissy Charles De Gaulle, alors qu'il s'apprêtait à quitter la France, après un voyage officiel. L'actuel Président du Congo était à l'époque ministre de la défense et, à ce titre, mon grand patron. Contrairement à Marien Ngouabi, je ne l'avais pas connu pendant ses études militaires. La réponse de ce fin politique fut catégorique: non Batchy, sûrement pas! Tu n'as rien à faire avec cette agrégation. Le pays a besoin de médecins tout de suite, c'est d'un intérêt supérieur. Il faut que tu rentres»*.
Cette réponse du Président Denis Sassou-Nguesso n'avait pas plu au Dr Batchy. *«C'est à ce moment-là, en 1977, que j'ai pleinement réalisé ma double casquette: j'étais certes un militaire congolais… Mais aussi un civil pleinement diplômé en France et donc apte à travailler comme médecin et me perfectionner dans ce pays»*, réagit-il.
Finalement, il prit la décision de quitter l'armée, en écrivant une lettre *«tonitruante»* qu'il démissionnait de l'armée, car ne pouvant pas *«adhérer aux méthodes de ses responsables dans la sphère civile». «Dans cette missive, je me souviens avoir utilisé des formules fort incisives: «Je décide de quitter une armée dont les chefs ne mènent pas une politique permettant au pays de se développer et dont l'action, au contraire, conduira les Congolais à l'affrontement»*, explique-t-il.
Ayant connu les hommes en treillis dont il a été lui-même, il fait une analyse qui va lui créer des ennuis. *«Avec le recul, je crois que Marien Ngouabi, un homme idéaliste et honnête, était sous influence d'une clique rapace, incompétente et corrompue»,* affirme-t-il. *«Les représailles n'ont pas tardé. On a menacé mon père et ma famille, qui étaient amers, les pauvres, vis-à-vis des sacrifices qu'ils avaient consentis pour accompagner ma formation en Europe. Depuis la France, je n'étais pas pleinement conscient du tour que cette affaire prenait. J'étais chassé du service de santé des armées, ramené au plus bas grade. Le médecin-capitaine perdait ses trois galons; je tombais soldat de deuxième classe»*, se souvient-il.
Le Docteur Jacques Batchy a exercé son métier d'ophtalmologue à Versailles. Il a aidé plusieurs compatriotes n'étant pas capables de faire face aux coûts de leurs soins médicaux. Pour cela, il était d'ailleurs surnommé *«Docteur gratuit»*. C'était une façon, pour lui, de leur rendre service. Il regrette qu'aucun de ses enfants ne pouvait reprendre son cabinet médical, afin de poursuivre l'œuvre de l'humaniste qu'il fut. Il a détourné un célèbre passage de l'évangile selon Saint-Matthieu: *«Je vous le dis encore, il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le Royaume de Dieu»,* en l'exprimant ainsi: *«Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un nègre d'être libre». «Je veux signifier par-là que nous, hommes noirs, avons gardé une mentalité de colonisés: nous ne nous prenons pas assez en main, nous fuyons trop les responsabilités, nous manquons encore d'initiatives»*, a-t-il renchéri. Le reste dans le livre du Dr Batchy!

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Se débarrasser des mauvaises habitudes, pour une bonne et heureuse année

Célébration de Noël.

L'année 2022 tend vers sa fin. La lueur de l'année 2023 pointe déjà à l'horizon. Dans quelques jours sinon dans quelques heures, le souhait devenu coutumier va parcourir les rues des villes et villages et sera gravé partout sur la plupart des devantures des commerces et de certains établissements: *«Bonne et heureuse Année 2023»*. Ce souhait a une signification on ne peut plus profonde. Mais, il peut être résumé comme ceci: cette nouvelle année sera meilleure que l'année qui vient de s'écouler et les hommes vivront plus heureux.
Pour que la nouvelle année soit meilleure et que les hommes puissent vivre heureux, il faut nécessairement que les comportements changent radicalement. Que soient bannis définitivement l'orgueil, la gabegie, l'injustice sociale et la corruption. Ces immoralités, entre autres, connues aujourd'hui comme d'anti-valeurs, qui sapent la société et causent tant de malheurs.
Pour que les hommes soient heureux, ils doivent vivre dans un climat de paix. La paix, ce n'est pas seulement l'absence de guerre. La véritable paix serait que l'on offre aux populations de meilleures conditions de vie; que leur liberté de choix ne soit pas troublée; qu'elles ne soient pas agressées pour une simple exhibition d'autorité ou de pouvoir; qu'elles ne soient pas arrêtées pour leurs opinions qui ne concorderaient pas avec celles des autres.
La Déclaration universelle des droits de l'homme, dont le Congo est signataire, proclame, en son article 19: *«Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre… les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit»*.
Les conditions de vie des populations devraient être corrélées aux richesses du pays où elles vivent. En effet, les Congolais ont la chance d'être nés dans un pays dont la façade maritime s'étend sur quelques centaines de kilomètres. Le pays est traversé par des fleuves et des rivières très poissonneux. Ses incommensurables plaines sont très fertiles. Son sous-sol regorge de toutes sortes de matières premières. Dans ses grandes forêts poussent des essences rares et recherchées.
Mais paradoxalement, sa population vit dans une grande précarité. L'écrasante majorité des Congolais croupit dans la pauvreté et le dénuement. Pourtant, l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme souligne que *«toute personne a droit à un niveau de vie suffisant, pour assurer son bien-être et celui de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité sociale en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite des circonstances indépendantes de sa volonté»*.
En cette année 2023, chacun, là où il se trouve, quel que soit son rang social, doit faire un effort pour se débarrasser des tares qui sont incompatibles à la société. Que soient bannis l'égoïsme, l'injustice sociale, la rancune politique, le rejet de l'autre, le refus des différences, la domination, les barrières linguistiques et les considérations tribales. Tous les citoyens doivent être traités équitablement, car selon l'article 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, *«tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi»*.
L'autre ne doit plus être regardé comme un adversaire, mais plutôt comme un partenaire avec qui l'on échangera les idées, l'on frottera les intelligences, sans considérer son appartenance politique ou sa provenance tribale. Afin de trouver les solutions aux maux qui ont été malheureusement entretenus et encouragés jusqu'ici, les enrayer pour donner au pays une dimension nouvelle où chacun aura le droit de vivre.
De vivre dans un environnement sain et dans des conditions viables. Il n'est certes pas facile aux hommes de se débarrasser des habitudes ancrées pendant de longues années et qui sont devenues leur deuxième nature, mais cela est bien possible. Il suffit d'y mettre la volonté nécessaire et un peu d'amour.
En conclusion, au seuil de la nouvelle année, le meilleur vœu, le plus sincère, serait donc que le gouvernant et le citoyen, chacun selon sa capacité d'agir ou son pouvoir de faire, concoure à l'abolition des maux qui ont foncièrement déstabilisé la société et causé tant de malheurs dans les foyers. L'unité nationale doit être jalousement sauvegardée et les attitudes qui divisent inutilement doivent être à jamais reléguées. Afin que l'on chante hautement et fièrement: *«Proclamons l'union de notre nation. Oublions ce qui nous divise, soyons plus unis que jamais…»*.
Adieu 2022!
Vive 2023!

Eugène GAMPAKA

Deuxième sommet Etats-Unis Afrique

Macky Sall et Joe Biden ont resserré la coopération afro-américaine !

Débuté le 13 décembre 2022 à Washington, la capitale fédérale américaine, le deuxième sommet Etats-Unis/Afrique a pris fin le jeudi, 15 décembre dernier, sur une promesse du Président Joe Biden de se rendre en Afrique. Coprésidé avec son homologue sénégalais, Macky Sall, Président en exercice de l'Union africaine, ce sommet a connu la participation de 49 Chefs d'Etats dont le Congolais Denis Sassou-Nguesso, qu'accompagnaient les ministres Alphonse Claude N'Silou (ministre d'Etat), Jean-Baptiste Ondaye et Denis Christel Sassou-Nguesso.

Les présidents Denis Sassou-Nguesso et Joe Biden, accompagnés de première dame des Etats-Unis.

Photo de famille à l'issue du sommet.

Pendant trois jours, les questions concernant l'Afrique ont été débattues lors de séances publiques et de réunions bilatérales. Le regain d'intérêt de Washington pour l'Afrique est d'autant plus nécessaire pour l'administration Biden dans une phase de rivalité sans merci avec la Chine et la Russie, dont la présence sur le continent est également soutenue par une certaine faveur d'une bonne partie de l'opinion publique.

Dans ce contexte, Washington se veut rassurant envers l'Afrique et ce sommet a insufflé un nouvel élan assez prometteur, au regard de l'intensité des travaux sous diverses formes.

Une somme de deux milliards de dollars a été annoncée pour faire face à l'insécurité alimentaire. *«Cette aide alimentaire va aider à garantir que les enfants et les familles n'auront pas à se coucher le ventre vide»,* a déclaré Joe Biden.

Dans le communiqué publié au terme des travaux, les parties se sont accordées sur *«l'engagement des Etats-Unis à œuvrer pour une plus grande représentation de l'Afrique au sein des instances internationales, y compris de la gouvernance internationale».* De même, *«l'engagement à renforcer les domaines de coopération à long terme et à élargir le partenariat pour relever les défis, et mieux exploiter les opportunités communes».* Et d'œuvrer à *«approfondir la coopération pour résoudre les problèmes internationaux et élargir les domaines de la technologie, de cyber-sécurité, du commerce et de la protection de l'environnement et de l'économie».*

Le communiqué souligne, par ailleurs, *«l'importance d'un partenariat renouvelé et élargi pour le traitement des crises alimentaires et du climat, le renforcement des systèmes sanitaires et la construction d'une économie mondiale forte et inclusive, le soutien à la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et le renforcement de la paix et de la sécurité».* L'accent a été également mis sur *«la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de concourir à une transition énergétique équitable, outre la conclusion de partenariats pour renforcer la capacité de résistance face aux risques climatiques».*

Signalons qu'après Washington, le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, qui a mené une intense activité diplomatique dans la capitale fédérale américaine, a effectué un séjour privé de quatre jours à Paris, en France, du 17 au 21 décembre dernier, avant de regagner Brazzaville.

Roland KOULOUNGOU

Ministère du commerce, des approvisionnements et de la consommation

Blocage des prix de certains produits pendant douze mois, à partir du 15 décembre

Dans un arrêté publié à Brazzaville, le 15 décembre 2022, portant le numéro 25923 et signé par le ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation, le ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou, il a été décidé que les prix des produits alimentaires de base, des intrants agro-pastoraux et halieutiques et du matériel agricole sont bloqués à compter du 15 décembre 2022, pour une période de douze mois, sur toute l'étendue du territoire national.

Une vue des denrées alimenataires.

Ces prix bloqués feront l'objet de révision tous les six mois, en fonction de l'évolution du marché international. Les prix et les produits de base concernés sont indiqués dans les tableaux en annexe de l'arrêté (voir tableaux en bas). *«Tout contrevenant aux dispositions de cet arrêté s'expose aux sanctions prévues par les textes en vigueur»*, précise l'arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures.

Chrysoula Zacharopolou, secrétaire d'Etat française chargée du développement, de la Francophonie et des partenariats internationaux en visite de travail à Brazzaville

«La France est aux côtés du Congo pour accompagner et soutenir vos projets et vos priorités»

Secrétaire d'Etat chargée du développement, de la Francophonie et des partenariats internationaux, dans le gouvernement français, Mme Chrysoula Zacharopolou effectue une visite de travail, à Brazzaville, en République du Congo, du 19 au 22 décembre 2022. Lundi 19 décembre 2022, elle a été reçue en audience par le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso et elle a signé, un contrat-programme d'utilisation durable des terres, avec le ministère du plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga Ebouka-Babackas, représentant le ministre de l'économie etr des finances Jean-Baptiste Ondaye. Nous avons eu l'opportunité de lui poser quelques questions sur les relations entre le Congo et la France. Interview!

** Madame, après la Zambie et l'Afrique du Sud en octobre dernier, le Congo-Brazzaville fait partie des pays africains que vous visitez avant la fin de cette année. La France et le Congo-Brazzaville ont des relations bilatérales particulières et historiques. Aujourd'hui, au Congo, on a le sentiment que Paris semble se détourner de Brazzaville. Est-ce que, selon vous, les relations entre Paris et Brazzaville sont au beau fixe et qu'est-ce qui le prouve?*

Mme Chrysoula Zacharopolou.

** Le Congo et la France partagent une histoire commune, mais surtout une volonté d'avancer ensemble vers un avenir en commun. Notre partenariat est exceptionnellement riche, et nous permet d'agir ensemble dans de très nombreux domaines. Je vais vous partager quelques exemples de priorités congolaises que la France accompagne.

Votre jeunesse a une éner-

(Suite en page 4)

Pascal Tsaty Mabiala, premier secrétaire de l'U.pa.d.s, chef de l'opposition politique

«Le développement et le bien-être ne connaissent ni les partis politiques, ni la rivalité opposition/majorité»

Premier secrétaire de l'U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale) et chef de l'opposition politique, Pascal Tsaty Mabiala a brisé le silence observé, (pour raison de santé, s'est-il défendu) depuis la célébration, le 28 novembre 2022, du 64ème anniversaire de la proclamation de la République du Congo et le message sur l'état de la Nation du chef de l'Etat qui a marqué cette journée. C'est par une conférence de presse, donnée mardi 13 décembre 2022, au siège de son parti, au quartier Diata, dans le premier arrondissement Makélékélé, à Brazzaville, qu'il s'est enfin projeté dans l'actualité nationale où il a abordé plusieurs sujets. C'était en présence des représentants des partis alliés (U.d.h-Yuki, représenté par le premier vice-président Gilles Fernand Bassindikila, le C.d.r par Bonaventure Boudzika, le C.a.r, par Clotaire Mbossa Ellah et autres) et les cadres de son parti.

Pascal Tsaty-Mabiala, premier secrétaire de l'U.pa.d.s, chef de l'opposition politique.

Devant la presse nationale et internationale, Pascal Tsaty Mabiala s'est montré disposé à répondre aux questions des journalistes. Plantant le décor dans son mot liminaire, il a déclaré que *«le Congo doit briller dans le concert des Nations. Le développement et le bien-être ne connaissent ni les partis politiques, ni la rivalité opposition/majorité. C'est un souci partagé pour le bonheur de tous».* Selon lui, *«la marche de la République nécessite l'implication de toutes ses filles et de tous ses fils, chacun apportant du sien, en vue du bien-être commun. C'est dans cette veine que l'U.pa.d.s inscrit son combat politique et développe ses idées, pour contribuer à l'essor national».*

Puis, il a exprimé sa réaction au message du Président de la République sur l'état de la Nation. *«Conformément à la Constitution, le Président de la République procède à la reddition des comptes devant le Parlement réuni en congrès une fois l'an. Cet impératif constitutionnel colle, désormais, à l'hommage rendu à la République depuis le 28 novembre 2010, selon la nouvelle vision des autorités. Situant son allocution dans le temps et l'espace, le Président Denis Sassou-Nguesso a invité la nouvelle génération à un regard rétrospectif, lui demandant de s'approprier les évolutions consécutives à la modernisation du Congo, en relevant à la dérobée que notre pays aurait réalisé un succès notable quasiment dans tous les secteurs: éducation; santé; défense nationale; infrastructures routières et sportives; banques et transport aérien»*, a-t-il souligné. Et de contre-attaquer. La transformation et la modernisation du pays dont parle les autorités, le premier secrétaire pense le contraire, *«en 64 ans d'existence en tant que République, le progrès réalisé dans notre pays est mitigé»*, a-t-il dit. *«En comparaison avec le travail titanesque accompli par le Président Alphonse Massamba-Débat, entre 1963 et 1968, avec son Premier ministre Pascal Lissouba (jusqu'en 1966), sur fonds propres et avec pour principale ressource le bois, dont le budget annuel ne dépassait pas 19 milliards de francs Cfa, le progrès réalisé aujourd'hui dans le domaine des infrastructures se devrait d'être relativisé»*, a-t-il poursuivi. D'ailleurs, il estime que *«les pères fondateurs de la République, auxquels nous nous référons si souvent, sont malheureusement effacés de l'imaginaire collectif et de la conscience patriotique. Il nous faut réhabiliter leur mémoire»*, a-t-il insisté.

Quant à la gouvernance sociale et solidaire, elle est, selon lui, inexistante. *«Le chômage endémique des jeunes, dont le gouvernement n'a jamais publié les statistiques, est un véritable goulot d'étranglement de notre société»,* a-t-il avoué.

La gouvernance politique n'a pas échappé à la critique du chef de l'opposition politique. *«Comment interpréter le silence gardé par le gouvernement sur les questions de démocratie, quand 2022 a été une année si éminemment politique et quand les conditions d'organisation des élections législatives et locales de juillet dernier ont été si catastrophiques?»*, s'est-il interrogé.

Au sujet de la participation de son parti, l'U.pa.d.s, à ces élections, Pascal Tsaty Mabiala a relevé que *«les causes endogènes et exogènes des faibles résultats obtenus, dont sept députés, cinquante conseillers départementaux et municipaux, un vice-président au conseil départemental du Niari, deux vice-présidents aux conseils municipaux de Nkayi et de Dolisie, notre parti s'est remis en cause et s'est projeté dans l'avenir»*, a-t-il indiqué.

La situation internationale a été aussi examiné par le chef de file de l'opposition politique. Le silence du parti pendant beaucoup de temps, les mauvais résultats aux élections, la réconciliation au sein du parti, la corruption, etc, le député de Loudima (Département de Bouenza) avait demandé aux journalistes de lui poser toutes les questions qu'ils voulaient.9

«Il est bon que nous ayons un mausolée où les restes mortels de tous nos Présidents vont désormais se reposer. Un lieu sera choisi qu'on appellera la Place de la République. Si un mémorial où repose celui qui était au service du colonisateur avait été construit, c'est notre histoire, nous ne la refusons pas. Il faut faire autant pour les pères de l'indépendance, cela a un sens», a-t-il proposé.

«Pendant la concertation politique d'Owando, nous avons eu des avancées très significatives et les débats étaient très ouverts. Pour le gouvernement, il ne peut pas appliquer cela, faute de temps. Est-ce la mauvaise volonté? Maintenant, nous avons du temps pour appliquer tout ce qui avait été dit jusqu'en 2026. J'ai appris que le Premier ministre a déclaré que la biométrie n'est pas une priorité. Mais, on parle de la biométrie dans le recensement des fonctionnaires et pour les pensionnés. La biométrie est une technique moderne et si nous n'avons pas de biométrie, comment nous allons avoir des listes électorales fiables?», se demande-t-il.

«Nous sommes étonnés de constater, jusqu'ici, que le recensement n'a pas encore commencé ou s'il se fait clandestinement, nous ne savons rien. Tout avait été dit que le recensement général de la population et de l'habitat est en cours. Il faut que nous commencions à regarder ces questions, pour la bonne organisation des élections prochaines», a-t-il déclaré.

Concernant la lutte contre la corruption, Pascal Tsaty-Mabiala a fait l'observation que les structures mises en place ne donnent pas satisfaction. Il propose la création d'une police financière chargée de traquer les cadres impliqués dans les malversations financières. Il demande à ce que les magistrats corrompus soient sanctionnés.

Prévue à 10h, la conférence de presse de Pascal Tsaty-Mabiala a démarré à 11h30 pour se terminer vers 14h30. Le chef de l'opposition politique était tout à fait disponible à répondre à la presse qu'il a invitée à faire son travail sans complaisance, pour permettre au pays d'avancer.

Propos recueillis par
Chrysostome FOUCK ZONZEKA

PROPOS D'éTAPE

Argenblantine!

Ils sont partis très loin de chez eux et ils ont vaincu. Ils ont offert au monde un très beau spectacle. Surtout, ils ont offert à l'un des leurs, la plus belle offrande de sa carrière. C'était beau et ils sont campeones del mundo!

La fête est finie et revenons sur terre. Regardez bien le drapeau des gagnants. Au milieu de l'astre glorieux de la nature, il y a une tête humaine, avec un nez épaté. C'est *«el sol de mayo»*, le soleil de mai, mois de la révolte contre la domination napoléonienne. Mais, que peut bien symboliser cette figure? Certaines exégèses affirment qu'il s'agit de la représentation du Dieu inca Inti. Mais, ce nez épaté est aussi celui de ceux qui traversèrent l'atlantique, forcés de servir d'esclaves, mais aussi de guerriers sur ces terres étrangères. Ils furent décimés par les maladies et les guerres, et leurs femmes furent de *«pièces de reproduction du système esclavagiste».*

Par la suite, on organisa savamment leur *«invisibilité»,* pour une Nation entièrement blanche. *«Alors qu'on les envoyait mourir pour la patrie, on effaçait les Afro-Argentins du récit national»,* comme on les a effacés du football national, une sorte d'altérité négative.

Si leurs concurrents d'il y a quelques jours ont brillé par leur visibilité colorée, ni parmi les supporters, ni sur le terrain, le Dieu inti, dans sa diversité, n'a été représenté. On a beau scruter les images de liesse populaire chez eux, nul Noir à l'écran! C'est à croire que dans cette partie du monde, il n'y a que chez eux où les Noirs n'avaient jamais été en esclavage.

Ils dansent le tango, mais ils ne disent pas qu'il a des origines africaines, alors que Don Pedro le démontre si bien dans son film *«Tango negro»*. Tango, du kikongo n'tangu, le soleil, celui qui apparaît sur le drapeau de ce pays! Ils utilisent des mots africains dans leur langage courant: mucama qui s'écrit mukama en kongo, femme de ménage pour eux, femme mariée chez le kongo, quilombo (kilombo), groupe de personnes, ils vénèrent Saint balthazar, le roi mage noir, mais se disent Nation blanche.

Mais, la magie des symboles opère parfois là où on ne l'attend pas. En effet, qui n'a pas vu l'Emir du Qatar en personne, le cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, poser sur les épaules de Messi, le bisht, cette tenue noire portée par les riches comme par les humbles? Qui n'a pas vu Messi soulever la coupe, vêtu de noir? Sans préjuger de l'intention de l'émir, il y a lieu de s'interroger sur la symbolique du bisht, le jour où cette Nation se hisse sur le toit du monde du football. Au fait, Maradona était-il blanc?

Prométhée

«La France est aux côtés du Congo pour accompagner...»

(Suite de la page 5)

gie et des talents remarquables et la France vous accompagne pour la former et lui offrir des opportunités d'emplois, comme j'aurai l'occasion de le voir dans un Centre d'éducation de formation et d'apprentissage (Cefa) de Brazzaville, qui forme mille jeunes par an.

Votre pays souhaite développer ses infrastructures et la France vous accompagne sur des projets précis, comme le montre la route de la corniche que j'ai visitée cet après-midi. Les écosystèmes du Bassin du Congo sont un des grands poumons de la planète et la France vous accompagne pour les préserver et les valoriser. La France est aux côtés du Congo pour accompagner et soutenir vos projets et vos priorités. Nous avons encore de nombreux domaines où nous pouvons renforcer ce partenariat.

Votre ministre de la culture est, par exemple, venue récemment à Paris, pour évoquer votre volonté de développer un partenariat autour de vos musées. Et je serai à l'écoute des souhaits que m'exprimeront vos dirigeants et la population, notamment la jeunesse, que je rencontrerai durant ces deux jours sur place.

** Quels sont les projets phares en matière de développement entre le Congo et la France? Et quels sont les projets futurs?*

** La France est le premier partenaire de développement du Congo. Depuis 2009, nous avons soutenu, via l'Agence Française de Développement, un total de 36 projets portés par les Congolais. Ce sont des projets qui améliorent la vie quotidienne des Congolais, en renforçant l'accès à l'eau, à l'électricité et à la santé, en soutenant la formation professionnelle et l'accès aux emplois, ou encore en soutenant les populations les plus vulnérables pour l'accès à des services sociaux. (La suite sur le Site Internet).

Propos recueillis par Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Médias

Vox Tv suspendue par le C.s.l.c

Le couperet est tombé mercredi 21 décembre 2022, dans l'après-midi. Le président par intérim du C.s.l.c (Conseil supérieur de la liberté de communication), Jean-Pierre Ngoma, a pris la décision de suspendre, «à titre conservatoire», les programmes de la chaîne de télévision privée Vox-Tv. Cette décision a été approuvée par le collège des membres du C.s.l.c, réuni le même jour, à Brazzaville.

Il est reproché à ce média créé par le ministre Denis Christel Sassou-Nguesso, géré par son conseiller Veron Mankou et dont notre confrère, Arsène Sévérin Ngouéla, est le directeur général, d'avoir diffusé «*en boucle»* des informations de nature *«à troubler l'ordre public»*, sans révéler la nature de ces informations. Le C.s.l.c a promis examiner très prochainement cette affaire sur le fond, suivant ses procédures réglementaires. A suivre donc !

Primature

Anatole Collinet Makosso a appelé les préfets à être plus proches de leurs administrés

Après la conférence des préfets élargie aux présidents des conseils départementaux et municipaux organisée, du 7 au 10 décembre 2022, à Kintélé, commune du Département du Pool, au nord de Brazzaville, le ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, a conduit la délégation des préfets reçue, le 12 décembre, dans la salle attenante à la salle des congrès du Palais des congrès, à Brazzaville, par le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso. Au cours de cette audience, ce dernier a appelé les préfets sur la mise en œuvre de la politique de proximité avec leurs administrés.

Le Premier ministre Collinet Makosso et les préfets à l'issue de l'audience.

L'audience que le Premier ministre Collinet Makosso a accordée à la délégation des préfets conduite par le ministre Mboulou s'est tenue à huis clos. Au sortir de celle-ci, le préfet du Département de la Bouenza, le colonel Jules Monkala-Tchoumou, a résumé l'entretien en ces termes: *«Le chef du gouvernement nous a rappelé ce qui nous revient de faire sur le terrain, notamment en matière de communication avec la population et de suivi de la politique gouvernementale. En un mot, nous pouvons dire qu'il a insisté sur la politique de proximité que, nous préfets, devons avoir sur le terrain avec nos collaborateurs: sous-préfets, maires, chefs de village, chefs de quartier et de bloc».*

Pour sa part, le ministre Raymond Zéphirin Mboulou a remis au Premier ministre le condensé des conclusions de la conférence des préfets élargie aux présidents des conseils départementaux et municipaux. *«Nous sommes sortis de la conférence des préfets avec des recommandations que nous avons consignées dans un communiqué final. Le ministre de l'intérieur a bien voulu remettre solennellement ces documents au Premier ministre qui, à son tour, nous a rassurés que ces recommandations vont être examinées»*, a poursuivi Jules Monkala-Tchoumou.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Université Marien Ngouabi

Un colloque scientifique international a été consacré à l'historien Jérôme Ollandet

L' Université Marien Ngouabi a organisé, du 14 au 16 décembre 2022, à Brazzaville, un colloque scientifique international consacré à *«Jérôme Ollandet: l'homme et son œuvre»*, sous le patronage de Mme Emmanuel née Edith Delphine Adouki, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique. Trois jours durant, la communauté universitaire a rendu hommage au chercheur, historien, diplomate et juriste qu'a été Jérôme Ollandet, en croisant les regards dans une approche scientifique discursive et interdisciplinaire, sur l'immense œuvre intellectuelle qu'il a léguée à la postérité. L'événement a réuni des personnalités publiques, des universitaires et des chercheurs venus du Congo, de France, de Belgique et du Gabon, ainsi que des étudiants et des élèves.

Jérôme Ollandet.

Après le mot de bienvenue du sénateur Gabriel Zambila, président du comité d'organisation du colloque scientifique international sur Jérôme Ollandet, la ministre Adouki a procédé à l'ouverture des travaux. Dans son allocution, elle a souligné le caractère ambivalent de cette commémoration, car partagée entre souvenir mémoriel et hommage à l'homme et son œuvre. La tristesse *«rappelle le souvenir de l'époux, du père, du frère, de l'ami, du collègue et de l'homme de science disparu, qui n'est plus physiquement avec nous».* En même temps, *«il nous rend particulièrement heureux et fiers de célébrer une personnalité hors du commun».*

La leçon inaugurale a été donnée par le Pr Théophile Obenga, qui a indiqué le jour du 14 décembre de l'an 2022 est *«un instant solennel, gonflé d'émotions et d'attentes variées, un moment de trait d'union communiel entre l'antique terroir des rois sacrés de Mbé et Brazzaville, dont l'appel incessant, insistant et répété à travers les monts et vaux est donné par le gong ancestral du village natal d'Oyomi, gouverné par Mwène Ngwembe».* Et dans ce halo émotionnel, le sens de cet appel est *«lié à la célébration mémorielle d'un homme qui fut un véritable grand homme du pays, de l'Afrique et du monde, par l'expérience riche de sa vie et, surtout, par sa production intellectuelle fort originale, irremplaçable dans l'historiographie africaine contemporaine»,* a-t-il souligné.

Les travaux du colloque ont réellement commencé l'après-midi du mercredi 14 décembre et se sont poursuivis jusqu'au vendredi 16 décembre, en six panels: «*Jérôme Ollandet: écriture de la mémoire et de l'éveil de conscience»; «Jérôme Ollandet: épistémologie d'une écriture transversale»; «Jérôme Ollandet et l'historiographie congolaise; «Jérôme Ollandet: le Congo et le monde»; «Patrimoine/civilisations matérielles et dynamisme économique»; «Littérature, langues et civilisations à travers les écrits de Jérôme Ollandet».*

Il ressort des trois jours de réflexion, d'échanges, de débats et de témoignages, une célébration scientifique de *«Jérôme Ollandet qui a donné au monde ce qu'il a reçu de lui. Le Professeur Jérôme Ollandet était, est et restera une source d'inspiration pour les nouvelles générations des chercheurs du Congo et d'ailleurs, un modèle à suivre dans le dévouement professionnel pour la patrie, tant son apport dans la diplomatie congolaise est indéniable»*, lit-on dans le rapport final des travaux. Chacune de ses publications ouvre la voie à des réflexions nouvelles, pour repousser les frontières de la science et de l'ignorance le plus loin possible.

A travers sa production scientifique, les conférenciers ont retenu que le témoignage de *«Jérôme Ollandet par lui-même est, à la vérité, un témoignage vivant de Jérôme Ollandet sur Jérôme Ollandet, un témoigne dans lequel et par lequel Jérôme Ollandet a communié avec tous les participants à ce colloque, en faisant lui-même la synthèse sur tout ce qui a été dit dans la salle de conférence du Palais des congrès, sur lui et sur son œuvre».*

In fine, les conférenciers ont recommandé aux autorités rectorales de l'Université Marien Ngouabi de débaptiser un élément de son patrimoine (amphithéâtre, laboratoire, salle…), en l'honneur de Jérôme Ollandet, et de créer un prix destiné aux jeunes chercheurs dénommé *«Prix Jérôme Ollandet pour la recherche».* La ministre Adouki a promis de soutenir la publication des actes du colloque.

Joseph MWISSI NKIENI

Dr Victor Ngoma, président du Synaphac

La grève des pharmaciens est suspendue, en attendant de trouver une solution

Ignace Tendelet, directeur de cabinet du ministre de la santé et de la population a reçu, lundi 12 décembre 2022, la délégation de l'O.p.c (Ordre des pharmaciens du Congo) et du Synaphac (Syndicat national des pharmaciens du Congo). Pendant trois heures de temps, il a discuté avec les pharmaciens, dans la perspective de l'annulation de l'autorisation accordée à Abdoul Madjid Traoré, un pharmacien d'origine malienne, naturalisé congolais, en violation de la loi selon eux. Au sortir de l'audience, le Dr Victor Ngoma a répondu à nos questions.

Dr Ngoma président du Syndicat des pharmaciens.

** Un avis de grève avait été lancé le mercredi 7 décembre dernier, si durant les sept jours qui se sont écoulés, le ministre de la santé ne retirait pas l'autorisation accordée au pharmacien Abdoul Madjid Traoré, d'ouvrir une officine au Congo? Vous sortez d'une longue réunion avec le directeur de cabinet du ministre de la santé, la grève est-elle maintenue ou ajournée?*

** Merci monsieur le journaliste! Effectivement, le mercredi 7 décembre dernier, nous avons lancé un avis de grève. Dépassés les sept jours, si l'autorisation qui permet à Monsieur Abdoul Madjid Traoré d'exercer, n'est pas retirée, les pharmaciens vont fermer leurs officines sur toute l'étendue du territoire national.

On ne comprend pas comment Abdoul Madjid Traoré, Congolais d'origine malienne, trois ans après son arrivée dans notre pays, s'est naturalisé congolais et parmi les Congolais, dont lui, il y a des pharmaciens qui ont eu des refus d'inscription à l'Ordre des pharmaciens du Congo. Pourquoi son refus d'inscription à l'ordre fait couler tant d'encre? Il nous a trainés dans toutes les juridictions jusqu'à la Présidence de la République. Il nous restait qu'une seule arme, c'est la grève, parce que ceux qui le soutenaient ont sous-estimé les pharmaciens, au profit d'un seul Congolais. Donc, ils sont allés jusqu'à méconnaitre la santé publique. Nous, nous sommes des acteurs de la santé publique. Avoir un bras de fer contre les pharmaciens, c'est accepter un bras de fer contre les populations. Après cinq jours de cet avis de grève, le Ministère de tutelle nous a fait appel et nous avons été reçus par le directeur de cabinet. Après trois heures de discussion, nous avons abouti à un compromis d'apaisement.

**** C'est quoi votre compromis d'apaisement?***

** L'autorisation accordée à Abdoul Madjid Traoré sera retirée. Nous avons dit en pleine discussion que c'est une fausse autorisation. On ne peut pas signer une autorisation qui n'a pas suivi un circuit normal.

**** Mais l'autorisation avait été signée par le ministre sortant de la santé?***

** Mais on se demande comment cette autorisation avait été signée et sur quelle base l'autorité s'est appesantie pour lui accorder cette faveur. Ce Congolais n'est pas inscrit à l'ordre, parce que sa moralité ne cadre pas avec la profession. On ne vend pas, mais on dispense le médicament. C'est dans la dispensation que dépend la santé des populations. On ne peut pas mettre n'importe qui au service de cette profession de pharmacien. Ce monsieur n'est pas inscrit à l'ordre. Donc, il n'est pas pharmacien. Après, le ministère doit conjuguer les efforts avec nous maintenant.

**** La grève est finalement levée au grand bonheur des malades?***

** Comme le ministre de la santé, Gilbert Mokoki, n'est pas sur place, nous sommes convenus sur un délai de 14 jours, pour permettre au cabinet du ministre, de travailler. Dépassé ce délai, si rien n'est fait, nous maintiendrons notre position. Nous pensons que tout ira dans le bon sens, parce qu'il n'y aura pas un deuxième fiasco, comme la dernière fois. Les populations peuvent nous faire confiance et nous avons à cœur leurs vies, leur santé.

Propos recueillis par Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Ministère de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale

Les agents civils de l'Etat, les enseignants du public appelés à se faire enrôler

Le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, a procédé, lundi 12 novembre 2022, au lancement officiel de l'opération d'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat, des enseignants volontaires et communautaires sur l'ensemble du territoire et dans les missions diplomatiques et consulaires du Congo avec l'appui de la Banque mondiale. La cérémonie a eu lieu à l'auditorium du Ministère des affaires étrangères, à Brazzaville, et s'est déroulée en présence des membres du gouvernement, des représentants du système des Nations unies, des hauts commissaires, des présidents des commissions du Sénat et de l'Assemblée nationale, du préfet du Département de Brazzaville, Cébert Iboko Onanga, du maire de la capitale, Dieudonné Bantsimba, et des agents recenseurs

Avant de lancer officiellement l'opération d'enrôlement biométrique des agents civiles de l'Etat, le Premier ministre Anatole Collinet Makosso a attiré l'attention des cadres, pour que personne ne soit complaisant, sinon *«les sanctions disciplinaires vont être appliquées»*. Cette opération concerne les agents civils de l'Etat recensés et non recensés, sur le territoire national et dans les missions diplomatiques et consulaires du Congo, les nouvelles recrues de la Fonction publique et les enseignants volontaires et communautaires du Ministère de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation.

Des agents recenseurs.

Selon le ministre d'Etat Firmin Ayessa, ministre de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale, plusieurs recensements physiques des agents civils de l'Etat ont été réalisés, sans qu'on ne parvienne à la maîtrise du fichier des agents de l'Etat. *«Le tout dernier, dont nous reconnaissons une fiabilité certaine, a été effectué en 2016, sur l'ensemble du territoire national et dans les missions diplomatiques et consulaires du Congo à l'étranger»*. *«Ce recensement avait, entre autres objectifs: la maîtrise des effectifs des agents civils de l'Etat, pour assurer la rationalisation des profils et une meilleure répartition technique et géographique des personnels, dans le but de promouvoir un service public de qualité; la maîtrise de la masse salariale; la maîtrise statistique tant quantitative que qualitative, des agents, des personnels et d'améliorer l'efficacité de son action; la mise en place d'une administration moderne et performante, au service du développement ainsi que des besoins des usagers»*, a-t-il précisé.

Il faut espérer que l'actuelle opération, organisée avec le soutien de la Banque mondiale, va permettre d'atteindre ces objectifs.

«Il s'agit d'une activité majeure du gouvernement qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des ressources humaines», a déclaré la représentante de la Banque mondiale, Mme Kouroutouma Ouattara. *«L'enjeu étant la mise en place du système intégré de gestion des ressources de l'Etat»*, a-t-elle poursuivi.

«De nos jours, les défis du développement sont tels que l'évolution de l'administration publique exige impérativement la modernisation de la gestion de ses ressources humaines. En considération de cet impératif, notre pays a pris l'option de la mise en place d'une administration publique forte et efficace, prenant appui sur un capital humain performant. C'est dans ce droit fil que s'inscrit cette opération.», a-t-il déclaré le Premier ministre dans son allocution d'ouverture.

L'opération d'enrôlement qui pour la première fois se fait sur la base de la biométrie, se déroulera en trois phases. La première, c'est celle du Département de Brazzaville qui mobilise 250 acteurs de terrain en 15 équipes, et se déroule du 12 décembre 2022 au 20 février 2023. Les lieux d'enrôlement sont les sièges des institutions constitutionnelles et des établissements publics, la préfecture et la mairie de Brazzaville, le siège du district de l'Ile Mbamou. La deuxième phase est celle des autres départements et aura lieu après celle de Brazzaville. Enfin, la dernière phase est celle des missions diplomatiques et consulaires du Congo.

Rappelons qu'au recensement d'octobre 2016, le nombre des agents civils de l'Etat était enregistré à 64.157 sur les 71.548 estimés. Mais chaque année, le chiffre bouge avec les départs à la retraite (au moins trois mille fonctionnaires par année) et les recrutements des années 2019, 2020 et 2021.

Narcisse MAVOUNGOU

Congo – Banque mondiale

50 millions de dollars pour l'appui aux réformes visant à promouvoir la gouvernance

La Banque mondiale a approuvé, au cours de ce mois de décembre 2022, un financement de 50 millions de dollars à l'appui des politiques de développement de la République du Congo. Ce financement vise à soutenir les efforts de réforme entrepris par les autorités pour améliorer la gouvernance, la mobilisation des recettes et la gestion des finances publiques, et créer les conditions d'une croissance inclusive et durable dans le pays.

Il s'agit de la première d'une série de trois opérations prévues sur la période 2022-2024 et financées par l'Ida (Association internationale de développement), afin de placer l'économie sur la voie de la reprise, conformément au Plan national de développement 2022-2026 porté par le gouvernement. *«Les réformes soutenues par ce financement à l'appui des politiques de développement devraient avoir un impact positif, à moyen terme, sur la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la viabilité environnementale»*, souligne Abdoulaye Seck, directeur des opérations de la Banque mondiale pour la République du Congo.

Mme Korotoumou Ouattara, représentante-résidente de la Banque mondiale au Congo (Ph d'archives).

L'amélioration de l'environnement des affaires contribuera à faire baisser les coûts d'exploitation des entreprises, en réduisant la fréquence des inspections, mais aussi à stimuler l'investissement privé. L'amélioration de la prestation de services dans les secteurs de l'éducation et de la santé devrait permettre une mise à disposition de fonds plus équitable et plus réactive auprès des établissements scolaires et sanitaires.

L'amélioration de la protection sociale grâce à la mise en place d'un dispositif de filet de sécurité permanent apportera un soutien accru et durable aux ménages vulnérables, réduisant ainsi la pauvreté et renforçant l'inclusion sociale. Les réformes s'attaqueront également aux difficultés liées à la réduction des volumes de gaz brûlé aux torchères et rejeté dans l'atmosphère, conformément aux engagements visant à mettre fin au torchage d'ici à 2030, ainsi qu'aux objectifs de réduction des émissions de carbone, tels que définis dans la contribution déterminée au niveau national.

Communiqué Banque mondiale)

Assemblée générale du comité d'honneur du P.c.t

Lamyr Nguelet, succède à Edgard Philipe Diafouka-Bambela

Près d'une année après le décès de son président, Edgard Philipe Diafouka-Bambela, le comité d'honneur du P.c.t (Parti congolais du travail), dirigé jusque-là par son vice-président, Henri Ngakama, a tenu son assemblée générale, jeudi 15 décembre 2022, au siège fédéral dudit parti, au quartier Mpila, à Brazzaville, sous la direction du secrétaire général Pierre Moussa. Composé de vingt membres et un bureau de cinq membres, le comité d'honneur, créé sur recommandation du 5ème congrès ordinaire, est un organe consultatif jouant le rôle de modérateur du parti. Il est investi de la mission d'observation et de lutte contre les antivaleurs.

Le présidium de la session du comité d'honneur du P.c.t.

Avant de prononcer son discours d'ouverture, Pierre Moussa a fait observer une minute de silence en mémoire du premier président de ce comité, Edgard Philipe Diafouka Bambela. *«Cette assemblée générale se tient dans un contexte national marqué par des victoires qui confortent la place éminente de notre parti sur la scène politique nationale. Il faut donc à tenir haut le flambeau de notre parti, pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de mobilisateur des forces et d'aiguillon dans la réalisation du projet de société du Président de la République «Ensemble poursuivons la marche»*, a-t-il indiqué dans son allocution. Puis, il a dégagé l'importance de cette assemblée générale, qui est de trouver un successeur au président décédé.

Dans son mot de circonstance, le vice-président Henri Ngakama a déclaré *«nous avons observé, impuissants, à la disparition des nôtres, arrachés à la vie, dans l'exercice de notre mission au sein du parti. A titre de rappel, le secrétaire général Pierre Moussa nous disait avec sérénité que le comité des membres d'honneur est un organe consultatif, qui regroupe les membres du P.c.t qui se sont illustrés dans leurs parcours politiques ou administratifs»*.

Selon lui, *«le comité des membres d'honneur est considéré comme une chambre haute du parti. Composé de vétérans, femmes et hommes de grande expérience et de grande sagesse»*, a-t-il fait savoir. *«Le comité des membres d'honneur est satisfait du travail accompli par le secrétariat permanent du parti et la détermination du président du comité central à mettre un terme aux antivaleurs, avec la création des structures d'accompagnement»*, a-t-il conclu. Ancien ministre, Lamyr Nguelet a été porté à la tête du comité d'honneur du P.c.t. Pour des raisons de santé, d'autres membres, n'ont pas pu participer à cette session.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

L'HORIZON AFRICAIN
Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76/ 06.879.50.69
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com
Visitez notre Site Internet, www.lhorizonafricain.com, et téléchargez les journaux PDF

Hôpital spécialisé mère-enfant Blanche Gomes

Vers l'ouverture d'un service de procréation médicalement assistée

La Direction générale de l'Hôpital spécialisé mère-enfant Blanche Gomes, à Brazzaville, a fait de la procréation médicalement assistée encore appelée procréation in vitro, l'une de ses priorités, suivant la volonté du Président de la République, Denis Sasso-Nguesso. C'est ce qu'a laissé entendre le directeur général, le Pr Jean Robert Mabiala Babela. Ce service pourra ouvrir à partir de l'année 2023. Parmi les grandes actions menées, figure le lancement du vaccin R.o.r (Rougeole, oreillons, rubéole) au Congo et des opérations chirurgicales gratuites.

Réouvert en 2018, après dix ans d'inactivité, l'Hôpital spécialisé mère-enfant Blanche Gomes a bénéficié de l'attention particulière du Président de la République, Denis Sassou-Nguesso. La direction générale de cet hôpital a entrepris plusieurs actions pour redorer son blason. *«Il s'agit d'un hôpital fermé depuis dix ans, de 2008 à 2018. Le Chef de l'Etat nous envoie là-bas pour démarrer les activités de soins (…) Aujourd'hui, nous sommes fiers de reconnaître que Blanche Gomes fonctionne normalement (…) La fierté aujourd'hui, c'est que la mère et l'enfant, à l'image des autres pays d'Afrique, les deux trouvent leurs comptes au sein de cet hôpital spécialisé»,* a indiqué le Pr Jean Robert Mabiala Babela.

L'Hôpital spécialisé mère-enfant Blanche Gomes.

Ce dernier ne pense pas croiser les bras dans les prochains jours, pour donner plus de places à la mère et à l'enfant. *«A propos des grands projets, il faut dire que Blanche Gomes n'est pas encore totalement fonctionnel à 100%. Parce qu'il y a le grand bâtiment qui abritait la maternité, qui n'est pas encore fonctionnel, mais qui est en cours de réhabilitation. C'est le premier grand projet. Heureusement que le Chef de l'Etat ne se lasse pas. Il a mis en place une équipe qui a commencé la réhabilitation de ce grand bâtiment. Deuxièmement, nous avons un grand projet qui est l'installation de la procréation médicalement assistée»,* a souligné le directeur général, tout en poursuivant: *«C'est comme le disait un jour* Madame Antoinette Sassou-Nguesso: *«Pourquoi les femmes du pays qui ont des difficultés de conception doivent être stigmatisées? On fait le diagnostic des difficultés de conception, il faut trouver la solution à ce problème»,* a-t-il confié.

Pr Jean Robert Mabiala Babela, directeur général de l'Hôpital spécialisé mère-enfant Blanche Gomes.

Et d'ajouter: *«Aujourd'hui, le Président de la République pense qu'il faut installer ce service. C'est ce qu'on appelle, en langage populaire, la reproduction in vitro. Si donc demain, ce projet pouvait aboutir, ce serait une grande fierté pour le Chef de l'Etat».*

En ce qui concerne la santé de l'enfant, Blanche Gomez est doté d'un service de néonatologie qui gère les enfants de la naissance à trente jours, d'un service de pédiatrie qui s'occupent des nourrissants et des enfants jusqu'à 5 ans, et d'un service grand enfant (de 6 à 15 ans). A côté de ces trois services, nous avons la chirurgie pédiatrique.

L'Hôpital spécialisé mère-enfants Blanche Gomes s'occupe de la santé de la mère et de l'enfant. Ici, entendue par mère, la femme autour de la pathologie de sexe génital, c'est-à-dire, la grossesse, les miômes, le kyste ovarien, la stérilité et puis l'enfant de la naissance à l'âge de 15 ans.

Notons que le Pr Jean Robert Mabiala Babela a été récemment décoré par le Réseau des journalistes et communicateurs congolais pour la promotion et l'émulation du citoyen. Cette association lui avait alors décerné le diplôme d'excellence et un trophée d'or spécial 13ème édition. *«C'est un sentiment de satisfaction. Cela prouve que c'est le travail bien fait. Quand vous êtes reconnu par des compères de votre vivant, c'est un honneur»,* pouvait-il se réjouir.

Achille TCHIKABAKA

Unoc (Union nationale des opérateurs économiques du Congo)

La convention s'est engagée à promouvoir un secteur économique très fort au Congo

L'Unoc (Union nationale des opérateurs économiques du Congo) a tenu sa convention nationale, le 10 décembre 2022, à Brazzaville. La cérémonie d'ouverture de cette convention s'est déroulée sous le patronage de la ministre des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, Jacqueline Lydia Mikolo, qui avait à ses côtés le président de l'Unoc, le Dr Jean-Daniel Ovaga, et le président des sages, Dominique Nzalakanda.

La convention de l'Unoc a été l'occasion toute indiquée pour le Dr Jean-Daniel Ovaga, de présenter le bilan à mi-parcours de la structure patronale qu'il dirige. *«Les actions sont déjà au passé. Ce qui est important, c'est la convention nationale que nous venons de tenir. Cette convention permet de baliser le futur de l'Unoc, qui est un secteur de privé national. Nous avons comme objectifs d'avoir un secteur privé national dynamique, résilient, fort en appui avec le gouvernement, pour pouvoir aborder les défis de demain. Cette convention s'est résumée en trois mots: 5000 adhérents; 200.000 emplois directs et indirects et 500 milliards de francs Cfa de contribution au budget national, donc au P.i.b»,* a-t-il indiqué.

L'Unoc a tenu sa convention pour se mettre en ordre de bataille et s'engager à promouvoir un secteur privé fort. *«Le rôle du secteur privé, c'est de créer les richesses et l'Etat n'est que régulateur et collecteur de cette épargne. Aucune Nation au monde ne peut se développer, sans un secteur privé national fort. Ce n'est pas mauvais d'être riche. Mais, il faut être riche, pour que cela puisse servir à l'Etat»,* a déclaré le Dr Ovaga.

Dr Jean Daniel Ovaga, président de l'Unoc.

Présentant le bilan à mi-parcours de cette structure, le président de l'Unoc a relevé quelques changements sur la création des valeurs dans la mutualisation des efforts. *«Cela pour être à la conquête des idéaux novatrices. Le patronat congolais passe par des reformes pour conquérir les champions à mettre à la disposition de la République»,* a fait savoir le président de l'Unoc, dont la structure ambitionne d'apporter une plus-value et d'être à la conquête des finances pour les P.m.e (Petites et moyennes entreprises) et les P.m.i (Petites et moyennes industries).

La ministre Jacqueline Lydia Mikolo ouvrant les travaux.

Ala cérémonie d'ouverture, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo, qui est également marraine de l'Unoc, a relevé, d'entrée de jeu, les défis auxquels tous doivent faire face. Il y a la relance de la production nationale et la mise en place d'un cadre de concertation entre le gouvernement et les opérateurs économiques. Aussi, est-elle revenue sur le dialogue qui doit régner entre le gouvernement et ces derniers. «Il faut relancer le dialogue permanent. Car, l'Etat a besoin des P.m.e congolaises, et faire sauter tous les verrous contre l'éclosion d'un secteur économique très fort», a-t-elle indiqué, en rappelant que le gouvernement a pris des reformes pour améliorer le climat des affaires au Congo.

Notons qu'à la fin de cette convention nationale, le Dr Jean-Daniel Ovaga a été porté à la tête du Conseil d'administration de l'Unoc. Il a été installé dans ses fonctions par la ministre Mikolo, qui a fait autant pour les autres membres élus aux différents postes de ladite organisation patronale.

Achille TCHIKABAKA

Cicos (Commission internationale Congo-Oubangui-Sangha)

La Gabonaise Marie Thérèse Itongo, nouvelle secrétaire générale

Réunis à Brazzaville, le mercredi 7 décembre 2022, dans le cadre de la sixième session extraordinaire de leur comité, les ministres des six pays membres de la Cicos (Commission internationale Congo-Oubangui-Sangha) (Angola, Cameroun, Centrafrique, Congo, la RD Congo et Gabon), sous le patronage d'Emile Ouosso, ministre de l'énergie et de l'hydraulique, ont élu à l'unanimité, la Gabonaise Marie-Thérèse Itongo, docteur en géomorphologie et prévision des risques d'érosion, comme secrétaire générale de la Cicos. Elle sera installée dans ses fonctions en janvier 2023, à Kinshasa (RD Congo) où se trouve le siège de l'institution, en remplacement de la Camerounaise, Mme Enaw née Judith Efundem Agbor.

Les cérémonies d'ouverture et de clôture de la session du comité ministériel de la Cicos ont été présidées par le ministre d'Etat Firmin Ayessa, ministre de la Fonction publique, du travail et de la sécurité sociale, en remplacement du Premier ministre. Dans son mot d'ouverture, il a déploré l'impact de la covid 19 sur le fonctionnement de la Cicos et s'est réjoui du retour des réunions en présentiel. Il a félicité le travail abattu par le secrétaire général sortant, pendant cette période difficile.

«Je reconnais que ces travaux ont été denses, intenses, féconds et utiles. Un nouveau secrétaire général de la Cicos a été consensuellement, unanimement choisi en la personne de Madame Marie-Thérèse Itongo à qui nous adressons nos chaleureuses félicitations et nos vœux ardents de succès pour cette charge si importante que si exaltante», a-t-il déclaré à la clôture des travaux.

L'élection de la secrétaire générrale était le principal point de la 6ème session extraordinaire du comité ministériel de la Cicos.

Outil d'intégration sous-régionale en Afrique centrale dans le but d'unifier les efforts pour la gestion des ressources en eau, la Cicos a pour missions d'aider les Etats membres à recenser les bateaux, veiller à la mise en application du code de la navigation intérieure Cemac/RD Congo (immatriculation, signalisation, délivrance des permis de navigabilité et de navigation, etc.), concevoir les règlements communs destinés à assurer la sécurité de navigation fluviale, définir et faire appliquer des mesures pour réduire les accidents, coordonner les travaux d'aménagement et d'entretien des voies fluviales, etc.

Créée en 1999, la Cicos compte trois organes de direction, le Comité des ministres qui définit la politique d'aménagement et d'exploitation des cours d'eau du Bassin, le Comité de direction, chargé de préparer les délibérations du Comité des ministres et le Secrétariat général qui a la charge de mettre en œuvre les prescriptions du Comité des ministres.

Urbain NZABANI

Professeur Roger Richard Bileckot, inspecteur général de la santé

«Les réformes dans l'enseignement paramédical sont irréversibles»

Les réformes dans le secteur de la formation paramédicale sont irréversibles. Elles ne sont pas liées à la personne de l'inspecteur général de la santé, plutôt à une exigence de l'Etat, suivant la politique de développement sanitaire poursuivie par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso. Les réformes menées jusque-là ont permi la remise à niveau de 1500 infirmiers, sages-femmes et laborantins, et de mettre en œuvre, à partir de 2018, l'approche par compétence à la Faculté des sciences de la santé. Dans l'interview qu'il nous a accordée, le Professeur Roger Richard Bileckot, inspecteur général de la santé, qui a amorcé ces réformes dans le secteur de l'enseignement paramédical, estime que le gouvernement a dépensé beaucoup d'argent. Il n'est donc pas question d'arrêter. Interview.

**** Monsieur l'inspecteur général, comment se présente l'enseignement paramédical au Congo, avant la réforme et après?***

** La réforme dans l'enseignement paramédical avait été demandée par le Ministère de la santé et de la population. Il faut souligner que les écoles paramédicales appartenaient au Ministère en charge de la santé, depuis une vingtaine d'année. Aujourd'hui, elles relèvent du Ministère de l'enseignement technique et professionnel. Les reformes avaient été demandées, parce que le Ministère de la santé a vu que le niveau de la santé des Congolais ne s'était pas amélioré, comme on le voulait. On n'a fait des progrès. On a, par exemple, baissé la mortalité des femmes qui accouchent et des enfants qui naissent. Mais, ces progrès n'étaient pas rapides. On a vu par exemple beaucoup de cas de diabète se compliquer, beaucoup de cas d'hypertension, des gens qui font des accidents vasculaires cérébraux, (A.v.c).

Dans le secteur de la santé, on fait régulièrement les évaluations, tous les cinq ans. On donne les indicateurs de santé, pour connaître le niveau de santé de la population. En 2005, l'enquête démographique de santé a montré que le niveau de santé des Congolais n'était pas ce que l'on souhaitait, parce que les soins qu'on administrait à la population n'étaient pas suffisamment de bonne qualité. Raison pour laquelle, on a décidé de la réforme de l'enseignement paramédical.

**** Pourquoi les soins n'étaient pas de bonne qualité?***

** Pour en connaître les raisons, il fallait mener des études au sein des écoles paramédicales et de la Faculté des sciences de la santé de l'Université Marien Ngouabi. On s'est rendu compte que la formation ne se faisait pas convenablement, c'est-à-dire qu'à la sortie des écoles, les finalistes n'avaient pas les compétences qu'on souhaitait, pour prendre en charge les malades. Dans notre pays, il y a plus d'infirmiers que de médecins; plus de sages-femmes que de médecins; plus de laborantins que de médecins.

Le Pr Richard Biléckot.

Le personnel le plus important dans le secteur de la santé, c'est le médecin, l'infirmier, la sage-femme et le laborantin. Or, quand on a vu la formation dans les écoles paramédicales, le diagnostic a été sans complaisance. Ce n'est pas la faute des apprenants ou des enseignants. C'est plutôt le système de formation que l'on utilisait qui était en cause.

**** C'est-à-dire, la formation n'était pas adéquate.***

** Vous avez des écoles où les travaux pratiques ne se faisaient pas. Vous ne pouvez pas apprendre que de la théorie, ensuite vous partez à l'hôpital pour toucher un patient. Par exemple, le toucher vaginal doit se faire sur des mannequins, des simulations, avant de l'appliquer sur une femme. C'est pareil pour la piqûre et le laboratoire. Il faut disposer de salles de travaux pratiques à l'école et les enseignements doivent se faire de tel sorte que la pratique soit liée à l'oralité. La compétence ne s'arrête pas à savoir piquer ou savoir sortir un enfant. La compétence, c'est aussi accueillir, parler et collaborer avec l'aide-soignant, avec le médecin, entre infirmiers.

Toutes ces compétences ont été mesurées en 2015 et nous avons observé des écarts de compétences. Les pratiques n'étaient pas conformes aux normes, parce qu'au Ministère de la santé, ce sont les normes qui s'imposent. Par exemple, la goutte épaisse ne se fait plus dans des cabinets de soins. C'est un examen qui est réservé à l'hôpital, pour le paludisme grave. Il faut compter le nombre de microbes et voir la gravité de la fièvre.

**** Ces normes ne devraient-elles pas être enseignées dans les écoles?***

** Il faut que les infirmiers qui terminent leur formation le fassent. Que remarquez-vous quand quelqu'un développe un paludisme? On lui met systématiquement des perfusions. N'importe quel paludisme, on fait des perfusions. Ce n'est pas ce qui est recommandé. On ne met pas tous les médicaments qu'il faut. Le Ministère de la santé et de la population a établi les normes. Mais, sur le plan pratique, ces normes n'étaient pas appliquées, parce qu'on ne formait pas correctement le personnel soignant au respect des normes.

**** Par rapport à ce constat, qu'a fait le gouvernement?***

** Le gouvernement a sorti de l'argent à hauteur de 2 milliards 650 millions de francs Cfa, afin de définir les compétences qu'on attend dans le secteur de la santé. Qu'est-ce qu'une sage-femme compétente? Ce n'est pas seulement celle qui sait calculer les termes de la grossesse. En tout cas, c'est tout autre chose. C'est celle qui va dire à la jeune fille comment ne pas tomber enceinte; c'est aussi celle qui va dire à la jeune maman comment allaiter l'enfant, espacer les naissances.

On a défini huit compétences pour la sage-femme, huit compétences pour les infirmiers et huit compétences pour les laborantins. Une fois que cela a été défini, on élabore les programmes, afin d'apprendre comment faire. Qu'est-ce qu'il faut enseigner et comment faut-il enseigner, pour que les gens aient ces compétences?

La manière de former, qui a été convenue dans notre pays, c'est l'approche par compétence. Le gouvernement l'avait décidé à l'unanimité, puisque cinq ministères sont associés à ce programme: le Ministère du plan; le Ministère des finances; le Ministère de la santé; le Ministère de l'enseignement supérieur et le Ministère de l'enseignement professionnel.

On s'est rendu compte qu'à la Faculté des sciences de la santé, on forme des licenciés. A Loukabou, on forme des infirmiers qui ont un diplôme d'Etat. Quelle est la différence entre les deux? Comment peut-on avoir, dans un même pays, des infirmiers avec des compétences différentes? Entre temps, il y avait aussi l'agent technique de santé qu'on appelait à l'époque «infirmier breveté». Maintenant, le gouvernement a décidé d'harmoniser les formations. Ces programmes ont été appliqués, c'est ça la reforme qui consiste à appliquer la nouvelle manière de former nos personnels soignants.

Ces programmes ont été introduit à la Faculté des sciences de la santé où depuis 2018, l'on forme maintenant des sages-femmes et des laborantins en licence.

Après l'université, le gouvernement nous a demandé, en 2019, d'appliquer ce programme dans les écoles paramédicales de Brazzaville et de Pointe-Noire. Maintenant que le programme est bien appliqué, l'infirmier qui sort de la Faculté des sciences de la santé et celui qui sort de l'Ecole paramédicale ont les mêmes compétences. Normalement, la commission d'équivalence qui se tient à la Fonction publique ou à la Faculté des sciences de la santé, va reconnaître à ceux qui ont le diplôme d'Etat, le niveau de la licence, pour pourvoir aller en master. Car, même s'ils ont deux diplômes différents, ils ont les mêmes compétences. Il y a un plan de gestion qui est prévu, pour que, demain, tous soient appelés licenciés. C'est la mode actuellement partout. Quand on a le bac, le diplôme qu'on obtient après, c'est la licence.

**** Ces changements sont-ils bien acceptés?***

** C'est le véritable problème! Comme disait l'autre, «là où il y a action, il y a réaction». Si politiquement, le gouvernement est engagé, les techniciens et les sachants sont engagés. Mais, d'autres n'y ont pas trouvé leurs comptes. Personne ne peut ignorer comment l'entrée à l'Ecole Jean Joseph Loukabou se passait. Il fallait donner de l'argent. C'était la corruption. On a eu des cas où les gens totalement illettrés, sont passés. Comment ont-ils fait pour réussir le concours? Comment font-ils pour passer de la première à la deuxième année? Et de la deuxième à la troisième année? Quelle est cette école où il y a 100% de réussite? Ce n'est pas normal. En plus, c'est une école où il n'y a pas de salle de travaux pratiques, il n'y a pas de mannequins, pas de travaux dirigés. Il y a même des gens qui viennent à l'examen final, alors qu'ils n'ont pas été en classe toute l'année. Il y a des professeurs qui donnent 5 sur 20 quand les résultats sont publiés ça devient 15 sur 20.

Ce sont des réalités que les Congolais connaissent. Si on cherche des problèmes à celui qui le dit, c'est qu'on est hypocrite et malhonnête. On est méchant vis-à-vis de ses compatriotes. Nous avons vu à la santé des gens venir avec des diplômes de sage-femmes ou d'infirmiers, qui ne savaient pas faire des accouchements, qui ne savaient pas faire les soins correctement.

Il faut que ça change, parce que c'est la santé des Congolais. On a introduit ces réformes dans la formation des personnels de santé et cela n'a pas été facile. J'ai été même agressé physiquement, alors que le ministre de l'enseignement supérieur de l'époque avait signé les notes, pour commencer les réformes. Il y avait des gens qui n'étaient pas d'accord.

A l'Ecole Jean-Joseph Loukabou, c'était pareil: une résistance terrible, parce qu'il y a des circuits de mafia, la fraude, la tricherie. Ces gens créent un climat conflictuel qui fait que le politique a peur, parce qu'aucune autorité n'aime le bruit dans son département. Et quand c'est comme ça, on laisse tomber la réforme. Du point de vue stratégique, il était bon comme l'eau de contourner. Donc, j'ai passé le témoin à quelqu'un de très brillant, le professeur Thierry Yandza, qui va poursuivre ce que j'ai commencé, parce que la réforme est irréversible. Elle n'est pas liée à ma personne, elle est une exigence de l'Etat.

Propos recueillis par
Chrysostome FOUCK ZONZEKA

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76
E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /
Site Internet: www.lhorizonafricain.com
Sous l'immatriculation
108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :
Hervé EKIRONO
Rédacteur en Chef :
Chrysostome FOUCK ZONZEKA
Secrétaire de rédaction :
Clotaire DIABOUA
Siège de la Rédaction :
Hôtel Saphir (Brazzaville)
Chef Bureau Pointe-Noire :
Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71
Mise en pages :
Tornade

Festival Mantsina sur scène

L'Association Tchicaya U Tam'si a présenté la pièce de théâtre «Tous les enfants dispersés»

Président de l'Association Tchicaya U Tam'si, comédien, metteur en scène et réalisateur, Antoine Yirika a fait savoir, dans une interview accordée à notre rédaction, que sa troupe a présenté, mardi 20 décembre 2022, la pièce théâtrale intitulée, «Tous les enfants dispersés» de l'écrivaine rwandaise vivant en France, Beata Umubyeyi Mairesse, à la 19ème édition du Festival Mantsina sur scène, qui a eu lieu du 13 au 22 décembre 2022, à Bacongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville. Il parle, également, des perspectives après cette rencontre culturelle qui rassemble les groupes venus de plusieurs coins du monde (France, Guyane, RD Congo, Cameroun et du Congo-Brazzaville).

Antoine Yirika.

**** Votre troupe théâtrale a été retenue pour prester au Festival Mantsina sur scène. Comment cela est-il arrivé?***

** Le Festival Mantsina sur scène, c'est un évènement qui se tient, depuis 2003, au mois de décembre de chaque année à Brazzaville. Cette année, c'est la 19ème édition de ce festival. Cela arrive à point nommé, parce que ce rendez-vous culturel coïncide avec l'avancement de notre atelier, pour le spectacle intitulé, «Tous les enfants dispersés», de Beata Umubyeyi Mairesse, tiré du roman de cette écrivaine rwandaise résidant en France et qui a eu le Prix des cinq continents en 2019.

****Antoine Yirika, président de l'Association Tchicaya U Tam'Si.***

** La République du Congo fait partie de cette organisation qui s'occupe de la sélection des romans qui paraissent, chaque année, au niveau de la Francophonie. Dans la foulée, il y a une association culturelle Longo, à Brazzaville, que dirige Blaise Bilombo Samba, qui a expressément demandé que nous prenions un extrait de ce roman, pour en faire la promotion au niveau du théâtre. C'est un projet qui a démarré en 2021. Il y a six mois, nous avons fait une lecture de cet extrait aux Dépêches de Brazzaville. Suite à quoi nous avons eu l'aval de procéder à la réalisation de cette pièce. Cette année, nous avons suffisamment avancé et nous avons été sélectionnés pour faire partie des troupes théâtrales retenues par le Festival Mantsina sur scène.

**** Pouvez-vous nous parler de l'Association Tchicaya U Tam'si?***

** Notre association est née des cendres d'une troupe qui avait été créée dans les années 90 qu'on appelait «Théâtre du scorpion». Un transfuge de la troupe artisanale Ngunga, à l'époque. Avec le temps, nous avons pensé d'être mieux organisés autour d'une O.n.g. Nous avons donc créé cette association qui se consacre à la création et aux activités socio-culturelles. Il y a, également, des actions de développement. Puisque dans notre parcours, nous avons fait réaliser des programmes d'encadrement des jeunes désœuvrés, au sortir de la guerre du 18 décembre 1998 à 2000, qui étaient financés par l'Unicef.

**** Est-ce que la troupe a eu à se produire hors du Congo?***

** Effectivement! Nous avons joué *«Ces fruits si doux de l'arbre à pain»* de Tchicaya U Tam'si, au Gabon, au Tchad et au Cameroun; «Meledouman» qui est tiré de la «Carte d'identité» de Jean-Marie Adiaffi, où nous avons eu la collaboration d'un jeune metteur en scène français, qui s'appelle Philippe Adrien, avec qui nous avons effectué une tournée en Afrique centrale et en France. Nous avons aussi joué d'autres pièces qui ont connu une tournée internationale, notamment «Fantasmagorie», tirée des textes de nouvelles de Jean-Baptiste Taty-Loutard. Cette pièce non seulement qu'elle a été jouée au Congo, mais elle nous avait aussi amenés au Gabon où nous avions participé au Festival du théâtre gabonais.

**** Après Mantsina, qu'est-ce qui pointe à l'horizon?***

** Après ce festival, nous allons voir. Parce que c'est encore une avant-première. Je pense que nous allons continuer à peaufiner les spectacles et, à ce moment-là, nous verrons avec nos partenaires, comment les promouvoir à l'intérieur du pays, mais aussi, au-delà de nos frontières.

Propos recueillis
par Achille TCHIKABAKA

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Nos amis communs Itoua, Mboungou, Tati et Yakamambu voudraient nous rappeler que le mois de novembre passé est l'un des douze mois de l'année où nous commémorons la mémoire de nos illustres disparus. En effet, c'est au cours dudit mois que nous avons déposé des gerbes de fleurs sur les tombes de nos parents et amis défunts, dont la mort nous rappelle qu'elle est le signe de la finitude humaine.

Nous, les humains qui nous prenons parfois pour des super-hommes, nous avons tendance à oublier que nous ne sommes que de simples créatures de Dieu qui nous a accordé des facultés et une liberté pour nous autogérer. Seulement, il est une réalité en face de laquelle, au-delà de toute conception et de toute imagination, nous devons nous reconnaître dans notre fragilité et notre anéantissement.

C'est dame Mort. Celle-ci prend la majuscule pour signifier combien elle est incontournable pour toutes les créatures, sans exception aucune. Il n'y a ni riche ni pauvre, ni grand ni petit, ni puissant, ni faible, etc, qui résistent face à la mort.

C'est dire combien, malgré les recherches de toutes natures, l'homme en face de la mort éprouve sa limite intrinsèque et extrinsèque. Ne serait-ce pas ici une interpellation pour certains d'entre nous qui vivons sans songer au lendemain et/ou à une existence après celle sur la terre, de prendre conscience et d'être plus humbles, c'est-à-dire de reconnaître leur petitesse devant une situation incontournable et qui échappe à toute maîtrise humaine ?

La commémoration des défunts que nous avons célébré le 1er novembre, à la Toussaint, vient comme un signal d'alarme rappelant à tous les humains, puissants ou faibles, riches ou pauvres de ce monde qu'aussi cher que l'on puisse la payer, toute vie doit finir et descendre à la fosse!

Ainsi, il convient de dire avec le psalmiste: L'homme *«vivrait-il encore indéfiniment? Jamais ne verrait-il pas la fosse? Alors qu'on voit les sages mourir, périr avec l'imbécile et la brute, en laissant à d'autres leurs fortunes. Ils croyaient leurs maisons éternelles, leurs demeures impérissables et ils avaient donné leurs noms à des terres…».*

Soyons donc tout-petits et humbles! Or, être tout petit, c'est bien la position que chacun de nous, quelle que soit son existence, trouve lorsqu'il envisage sa mort. Nous sommes dans une situation radicale de pauvreté, d'humilité, sans science, sans sagesse, sans pouvoir. Comprenne qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

Loïck Mfumu Loubassa, journaliste chroniqueur culturel

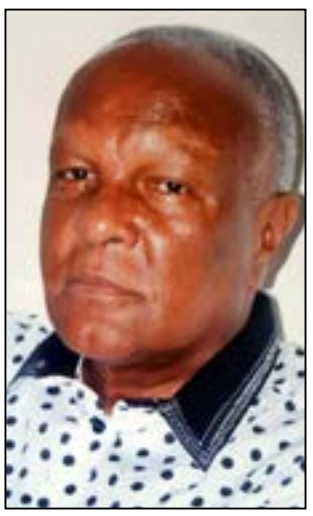
Mfumu Di Fua Di Sassa, un fervent défenseur de la rumba congolaise oublié?

Un an après son inscription, le 14 décembre 2021, sur la liste représentative du patrimoine culturel et immatériel de l'humanité par l'Unesco, la rumba congolaise se voit séparer des acteurs qui ont mené la lutte pour que son héritage soit reconnu au niveau mondial. Parmi ces acteurs, figure le journaliste écrivain et chercheur, Mfumu Di Fua Di Sassa, un défenseur de l'identité culturelle des deux rives du Fleuve Congo. Décédé le 24 juin 2020, son combat pour la rumba congolaise semble être oublié de la mémoire collective. Son fils, Loïck Mfumu Loubassa, qui est aussi journaliste, souhaite que soient érigés une bibliothèque et un monument en sa mémoire. Interview!

** Quelle lecture faites-vous du combat mené par votre défunt père pour l'inscription de la rumba congolaise à l'Unesco?*

** Le combat de Mfumu pour la reconnaissance de la rumba congolaise comme patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco a, officiellement, pris forme en 1998, lors d'un séjour à Kinshasa, en RD Congo. Il a beaucoup fait des recherches pour élucider les origines de cette danse qui s'est répandue sur la planète, grâce à nos artistes et nos orchestres. Une histoire qui a fait polémique dans les années passées. On m'a toutefois raconté que Mfumu aurait rencontré l'artiste musicien RD congolais Wendo Kolosoy, pour évoquer ce sujet. Et ce dernier aurait reconnu l'artiste musicien Paul Kamba du Congo-Brazzaville comme l'un de ses initiateurs. Mfumu n'était pas seul dans cette lutte, mais c'est quelqu'un qui avait à cœur l'amour du Congo et de sa culture. Bien qu'il nous a quittés trop tôt, sans voir *«cette rumba qu'il aimait tant être inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco»,* la mémoire de Mfumu mérite d'être honorée.

Loïck Mfumu Loubassa.



Mfumu Di Fua Di Sassa.

** Qu'attendez-vous du gouvernement pour cela?*

** Le projet d'inscription de la rumba congolaise à l'Unesco a été chapoté par un comité scientifique dont faisait partie notre défunt père, Mfumu Di Fua Di Sassa. Nous ne demandons pas beaucoup, si ce n'est cette marque de reconnaissance pour le combat qu'il a eu à mener aux côtés des ses frères. Considérant la volonté de ses amies et connaissances, ainsi que des membres de sa famille que je représente maintenant, nous voulons que le gouvernement mette en place une bibliothèque et un monument érigé en sa mémoire.

Notre défunt père a beaucoup écrit sur la musique en général et sur la rumba congolaise en particulier. Parmi ces ouvrages, on peut citer: *«La musique congolaise du 20ème siècle»* (2006), *«Les œuvres temporaires de la musique congolaise»; «Indépendance tchatcha» (2009) , «Brazzaville, ville de musique»* et *«La rumba congolaise au cœur de la musque africaine»*, paru en 2019. Cette richesse littéraire que Mfumu nous a léguée doit être explorée et poursuivie, pour que nos générations et celles à venir s'imprègnent de cette connaissance qui nous renvoie à l'histoire même des populations d'Afrique centrale.

** Que suggérez-vous aux autorités nationales pour que l'inscription de la rumba à l'Unesco ne soit pas un combat pour rien?*

** Il faut redynamiser le secteur musical et touristique. Les autorités doivent créer des conditions pour dénicher de nouveaux talents et soutenir ceux qui sont déjà actifs. Nous avons plusieurs artistes talentueux mais qui manquent de soutien pour leur épanouissement. Il faut mettre en place des structures pour accompagner nos artistes et un fonds pour la production culturelle et musicale. La tendance est que lorsqu'on parle de la rumba congolaise, on voit plus la RD Congo que le Congo-Brazzaville. Et cela doit nous interpeller, si nous voulons vraiment *«donner un sens a cette reconnaissance de la rumba congolaise».*

Propos recueillis par
Roland KOULOUNGOU

Musique

La rumba, danse populaire, doit-elle devenir danse de salon huppé, après son succès à l'Unesco?

Pendant ma promenade, j'ai été frappé par une banderole affichée à l'Ecole de peinture de Poto-Poto, à Moungali, dont le contenu stipulait: *«La célébration de l'an 1 de l'inscription de la rumba congolaise au patrimoine immatériel de l'Unesco».* Au programme, une conférence-débat à l'Hôtel Radison Blu et une soirée dansante à l'Hôtel Olympic palace, à Brazzaville. Je suis resté stupéfait et consterné de constater cette migration de la rumba congolaise, comme style de vie et danse populaire, vers les milieux huppés de la bourgeoisie congolaise. Dans nos quartiers populaires, rien n'est prévu. Une rétrospective s'impose sur la genèse et l'évolution de la fameuse rumba congolaise.

La rumba est devenu un patrimoine immatériel de l'humanité.

Mfumu di Fmhua di Sassa.

Au commencement de la musique moderne, il y a la musique traditionnelle millénaire, forme d'expression culturelle endogène. Une donnée intangible de l'histoire. Au début du 20ème siècle, dans les réjouissances populaires, une danse, quelque peu formatée, venue de Loango, le maringa, est en vogue au Congo. Elle fit danser les Congolais des deux rives pendant des années. Mais, elle fut détrônée par la rumba, qui s'imposa avec les premiers disques réalisés par la maison d'édition Ngoma, après les tâtonnements de la décade des années 30.

De tous les arts, le chant est, sans doute, le plus populaire sur tout l'espace congolais, singulièrement. On chante dans la joie et dans le deuil. On chante la naissance, on chante la mort. Sur ce substratum, reposent, par exemple, les chorales dila sambila (pleurer et prier).

Dans l'ouvrage *«La musique congolaise du 20ème siècle»,* on peut lire: «Le chant, sur les rives du Fleuve Congo, structure le quotidien. Il ponctue tous les événements de la vie, de la berceuse des mamans aux autres facettes de la musique traditionnelle. La rumba congolaise, comme dit plus haut, est le résultat de la nouvelle urbanité en gestation dans les villes de Léopoldville et de Brazzaville. Elle est donc essentiellement un phénomène urbain. La chanson congolaise est le miroir de la société par excellence. Elle est le reflet culturel d'une certaine société que l'on rencontre dans les agglomérations urbaines congolaises et principalement à Kinshasa et à Brazzaville. […] Outre ce rôle introspectif, la rumba congolaise joue un rôle social, en tant qu'elle catalyse les angoisses existentielles. *«Sa philosophie»,* si on peut le dire comme ça, au-delà de son rôle *«homéostatique»* incontestable, semble donc graviter autour de toute une série d'événements de la vie courante, en relation directe ou indirecte avec la femme, événements constituant des sous-thèmes du thème principal qui est l'amour. Certains textes de la chanson congolaise moderne peuvent donner lieu à des études dans le domaine de la poésie et de la littérature orale. On peut y trouver plusieurs formes littéraires et des figures de styles riches et variées».

La rumba congolaise, par laquelle les deux Congo sont connus dans le monde entier, est, au départ, le résultat de l'urbanisation. Sur la rive gauche, elle se déploie irrésistiblement. Sur la rive droite, elle est née à la faveur de l'émergence de ce que Georges Balandier appelait *«Les Brazzaville noires»,* lieux de brassage interethnique. On l'appelle musique urbaine.

Quel bilan?

Une année après l'inscription de la rumba au patrimoine immatériel de l'Unesco, quel bilan? Où est passé le comité scientifique, ouvrier de l'aboutissement du dossier? Où est passé la stratégie de la rumba congolaise 2020-2025 qui doit être appliqué après cette inscription? Quels sont les évènements qui ont été organisés pour commémorer cette victoire?

De mon humble observation, rien! Cette inscription semble être un *«non-lieu»* dans la mémoire collective. Pour assurer la sauvegarde, le développement et la mise en valeur, de manière durable, de la rumba congolaise, une redéfinition des politiques culturelles des deux Congo s'impose. La redéfinition des politiques culturelles suppose que les pays porteurs de l'élément mettent en place une politique sectorielle de soutien au secteur culturel en général et musical en particulier, tel que conclu dans cette stratégie, au lieu des commémorations ponctuelles discriminatoires à effet de poudre de perlimpinpin.

Brice NIAMALO
Mwan'A Mfumu

Coupe du monde Qatar 2022

L'Argentine championne du monde; la France, vice-championne!

L'Argentine est au sommet du football mondial, après une finale contre la France, époustouflante à deux rythmes: une première mi-temps où les Argentins croyaient l'affaire pliée, en menant 2 buts à 0 et une deuxième mi-temps où le suspense s'était profondément installé, après la fulgurante remontada française à 2 buts partout. Après les deux fois 15 minutes de prolongation où le score est monté à 3 buts partout, il a fallu l'épreuve des tirs au but, pour départager les deux grandes équipes portées par les mythiques numéros 10, Léo Messi, pour les Argentins, et Kylian Mbapé pour les Français. 4 tirs à 2 et les Argentins ont littéralement explosé de joie! C'était compliqué pour eux, mais ils y sont parvenus.

L'équipe d'Argentine célébrant la coupe.

La 22éme édition de la Coupe du monde de football Qatar 2022 a pris fin avec la finale Argentine/France du dimanche 18 décembre 2022, au Stade emblématique de Lusail (80 mille places), au Qatar. Avant cela, le samedi 17 décembre, il y a eu la petite finale entre la Croatie et le Maroc, la première équipe africaine à arriver historiquement à ce niveau de compétition, suscitant ainsi l'espoir de tout un continent. Mais, les Marocains se sont inclinés (2-1).

La finale entre l'Argentine et la France a tenu ses promesses. C'était un match ontologique, qui rentre dans les annales du football mondial. Comme à l'époque du roi Pelé. Elle a commencé sur les chapeaux de roue pour l'Argentine qui, dès la 23ème minute, a ouvert le score par son joueur vedette, Lionel Messi, qui s'est donné corps et âme pour offrir la coupe en jeu à son pays qui l'attendait avec une ferveur éblouissante. En effet, tout un pays bouillonnait à l'unisson, pour arracher le trophée mondial. A la 36ème minute, Angel Di Maria faisait plier l'affaire. En tout cas, sur la première période, les Français n'ont pas fait douter leurs adversaires. Ce qui a même révolté leurs supporters! A la mi-temps, les Argentins étaient sûrs que la coupe était déjà Buenos Aires.

Mais, c'était sans compter avec la magie du dieu français, Mbapé, le prince de Pelé, venu des terres lointaines d'Afrique (Algérie, Cameroun) et élevé dans le génie gaulois. Endormir l'adversaire dans son assurance de gagner, voilà son tour de magie. Lorsqu'il se réveille, il brise les rêves. Après le retour des vestiaires, la France rentrée galvanisée sur le terrain, a changé la physionomie du match, en réduisant le score à la 80ème minute, puis en égalisant à la 81ème. L'incroyable remontada française a époustouflé les Argentins qui voyaient que la coupe semblait prendre la direction de Paris. La fin du temps réglementaire est intervenue par le score de 2 buts partout. A la prolongation, Lionel Messi s'est dépensé comme le meilleur joueur du monde, pour redonner l'avantage à son pays, à la 109ème minute. Les Argentins étaient de nouveau dans l'apothéose. Mais, l'inarrêtable dieu français a répondu à son tour, en égalisant à la 118ème minute, sur pénalty.

Seulement, à l'épreuve des tirs aux buts, les Argentins ont été plus adroits que les Français, en inscrivant les 4 tirs sans manquer, tandis que les Français ont manqué 2. Décidément, la chance n'était pas de leur côté.

L'Argentine, championne du monde 2022! La France, vice-championne, n'a pas démérité et au contraire, elle a démontré qu'elle est un pays très ambitieux, qui court désormais, avec beaucoup d'atouts, à une prochaine victoire mondiale. Bonne fête de la Coupe du monde aux Argentins!

Luze Ernest BAKALA

Classement des quatre premiers pays de la Coupe du monde Qatar 2022

- 1er Argentine: médailles d'or, trophée et 42 millions d'euros;
- 2ème France: médailles d'argent et 35 millions d'euros;
- 3ème Croatie: médailles de bronze et 27 millions d'euros;
- 4ème Maroc: 25 millions d'euro.

Les 8 pays sur 200 que compte la Fifa (Fédération internationale de football association) qui ont déjà remporté la coupe du monde:

- Brésil: 5 fois (1958, 1962, 1970, 1994 et 2002);
- Italie: 4 fois (1934, 1938, 1982 et 2006);
- Allemagne: 4 fois (1954, 1974, 1990 et 2014);
- Argentine: 3 fois (1978, 1986 et 2022);
- Uruguay: 2 fois (1930 et 1950);
- France: 2 fois (1998 et 2018);
- Angleterre: 1 fois (1966);
- Espagne: 1 fois (2010).

Championnat national direct Ligue 1 de football

Patronage Sainte-Anne a écopé d'un forfait face à l'As Kondzo

Après deux semaines d'interruption, le championnat national direct Ligue 1 de football hommes a repris son cours normal.

Patronage Saint-Anne.

Samedi 17 décembre 2022, à Brazzaville, il y a eu une grosse surprise: le forfait de Patronage Saint-Anne devant l'As Kondzo. En effet, les poulains du président Maurice Nguesso, qui avaient pourtant fait un déplacement à Pointe-Noire, par avion, ont subitement brillé par leur absence à Brazzaville, à la 7ème journée. Du coup, on leur a infligé une défaite, suivant le règlement, de 3 buts à 0, en faveur de l'As Kondzo qui a ramassé ainsi ses trois points. Ce contretemps prouve le malaise qui prévaut au sein de l'équipe de Patronage. Affaire à suivre.

Les rencontres de la 8ème journée se sont jouées normalement. On a enregistré la victoire des Diables-Noirs face l'As Kondzo: 2 buts à 0. Dimanche 18 décembre, au Stade Alphonse Massamba-Débat, B.n.g a battu Etoile du Congo par 2 buts à 1. L'As Juk s'est imposée devant le Cara: 2 buts à 0.

Au bord de l'océan, à Pointe-Noire, Inter-club a tenu en échec le Fc Nathaly's, par le score de 1 but partout. V. club Mokanda a dominé l'As Cheminots par 2 buts à 0. Au Stade Marien Ngouabi d'Owando, le leader, l'As Otohô, a surclassé l'Ac Léopards de Dolisie, par un score de 3 buts à 0.

L. E. BAKALA

Classement à l'issu de la 8ème journée

-1er As Otohô: 19 pts (+6);
- 2e B.n.g: 17 pts (+4);
- 3e Diables-Noirs: 16 pts (+5);
- 4e Inter-club: 14 pts (+4);
- 5e As Juk: 13 pts (+2);
- 6e Etoile du Congo: 13 pts (+1);
- 7e As Kondzo: 10 pts (+0);
- 8e Patronage Saint-Anne: 10 pts;
- 9e Js Talangai: 9 pts;
- 10e Ac Léopards: 9 pts (-2);
- 11e V. club Mokanda: 8 pts (-3);
- 12e Cara: 6 pts (-3);
- 13e As Cheminots: 4 pts (-6)
- 14e As Nathaly's: 4 pts (-5).

Direction départementale du sport et de l'éducation physique de Brazzaville

Promouvoir l'épreuve d'E.p.s dès l'école primaire

Lors de sa tournée dans les différentes structures sous tutelle et celle de l'enseignement, le directeur départemental du sport et de l'éducation physique Charles Parfait Malonga, a été reçu, le 19 décembre 2022, par Alain Claude Dangouama, directeur départemental de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation de Brazzaville.

Charles Parfait Malonga.

La photo de famille à l'issue de la visite.

Au sortir de la séance de la prise de contact, Charles Parfait Malonga, a donné la quintessence de sa visite. *«Nous avons été voir le D.e.c général et nous avons pensé aussi au Ddeppsa, car, dans nos descentes à la base, nous avons constaté beaucoup de choses que nous avons souhaité mettre à sa disposition et faire connaissance aussi avec lui, dire qu'on est là et on est condamné à travailler ensemble. Avec les membres de ma délégation, nous avons des préoccupations à mettre à sa disposition, pour la bonne marche de notre enseignement et surtout réfléchir sur l'épineux problème de l'épreuve d'E.p.s à l'examen du Cepe. Comment va-t-il se dérouler pour la première fois? Voilà l'objectif de la descente»,* a-t- il signifié.

Pour sa part, Alain Claude Dangouama s'est dit honoré par cette visite et promet de travailler la main dans la main avec son homologue. Il a reconnu qu'il y a lieu effectivement de promouvoir l'épreuve d'E.p.s que les élèves négligent souvent. Il faut booster le sport dès l'école primaire. *«C'est quand même maladroit de ne pas intéresser l'E.p.s aux enfants dès le bas âge. Quand ils auront l'âge des collégiens, ça sera trop tard. Mais les futurs Diables-Rouges seront ces jeunes. Nous avons la maladresse de commencer au collège et au lycée alors quand on a découvert les jeunes talents au primaire, on peut les encadrer»,* a-t-il indiqué.

L. E. B.

Message du Ministère du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation

Attention, le compte à rebours a commencé, la ZLECAF est là, c'est irréversible !

Beaucoup de produits que nous consommons viennent d'autres pays africains: produits agricoles; pagnes; objets d'art; produits de beauté, etc. Le commerçant qui achète ses produits à l'étranger paye la douane et d'autres taxes, quand ils arrivent au Congo. Dans sept (7) ans, il n'y aura plus de douane, ni d'autres taxes entre tous les pays africains. Dès lors, tous ces produits vont coûter moins cher, la vie coûtera moins cher, parce que beaucoup de marchandises et de services venant d'autres pays d'Afrique seront très nombreux dans notre pays tels: le sucre; les boissons et tant d'autres…

Plusieurs banques, plusieurs commerces vont s'installer dans notre pays. Il y aura de la concurrence qui fera baisser les prix et augmentera les chances d'accéder aux crédits, pour ceux qui voudront entreprendre. Dans cette nouvelle économie compétitive, nous devons également augmenter notre capacité de production et la qualité de nos produits, afin de bénéficier de ce grand marché qui va s'ouvrir.

Les acheteurs potentiels ne seront plus seulement les cinq (5) millions de Congolais, mais un (1) milliard deux (2) cent (200) millions d'Africains, c'est-à-dire la population de toute l'Afrique. Le Ministère du commerce encourage les Congolais à entreprendre dans tous les secteurs: agriculture; élevage; industrie; artisanat; pêche; biotechnologie; intelligence artificielle; nouvelle technologie, etc.

Les Congolais doivent produire et vendre aux Africains, pour ne pas être de simples consommateurs de ce que les autres produisent, quand les frontières vont s'ouvrir dans sept (7) ans. Il revient aux opérateurs économiques déjà installés au Congo, de revoir leurs modèles économiques, afin de ne pas disparaître, lorsqu'interviendra la concurrence, avec l'ouverture des frontières. Tout l'espace économique de l'Afrique sera ouvert. Nos marchandises, nos services, notre argent vont circuler librement comme en Europe. Toutes les tracasseries que connaissent les commerçants, surtout les femmes au niveau des frontières, vont disparaître.

En Europe, ce grand marché ouvert s'appelle marché commun européen. Le grand marché ouvert des Africains s'appelle Zone de Libre-Echange Continentale Africaine, la ZLECAF, qui a été créée par l'Accord signé le 21 mars 2018, à Kigali, au Rwanda, par les Chefs d'Etat et de Gouvernement. Elle est effective depuis le 1er janvier 2021, pour les pays qui sont déjà prêts. Les frontières du Congo avec les autres pays africains vont disparaître en 2030, dans sept (7) ans.

La ZLECAF fera de l'Afrique un seul espace économique, sans barrière douanière, sans frontière. C'est irréversible.